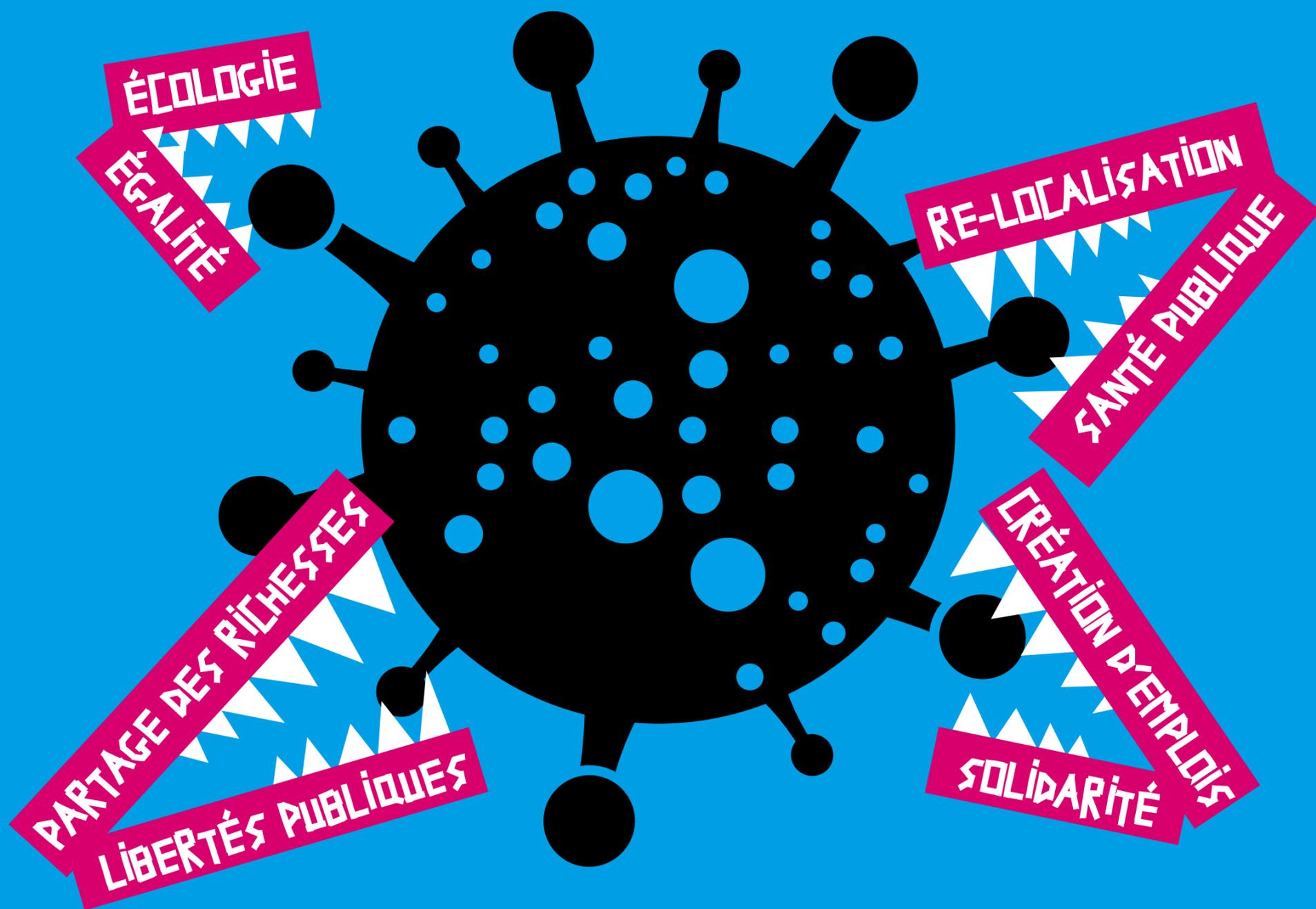


Solidaires

Journal de l'Union syndicale Solidaires

EN RAISON DE L'ÉPIDÉMIE, NUMÉRO SPÉCIAL DU JOURNAL,
EN VERSION NUMÉRIQUE UNIQUEMENT



TOUTES ET TOUS
MOBILISÉ-ES !

expressions **Solidaires**

Cette page propose des informations à travailler et diffuser pour la réflexion et l'action.

NI OUBLI NI PARDON !

Il y a à peine 6 mois nous diagnostiquions qu'une nouvelle crise financière était sur le point d'arriver. Ce sera donc par un virus, organisme vivant provenant de notre environnement, que celle-ci aura été déclenchée. Ce coronavirus qui est à l'origine de la crise sanitaire majeure et inédite que nous connaissons est au fond comme un procès du capitalisme à lui tout seul. Il souligne d'abord la grande fragilité. Il y a dix ans presque jour pour jour, les fumées du volcan islandais Eyjafjöll avaient déjà paralysé les transports aériens européens pendant des mois et sidéré le monde occidental. Des virus ont, depuis, semé le désordre régulièrement dans une partie de l'activité économique. Cette fois, malgré une virulence bien moindre que celui d'Ebola (virus qui a eu la « délicatesse » de se cantonner au continent le plus pauvre, l'Afrique, n'intéressant donc que très peu le reste du monde), c'est un virus un peu plus costaud qui pourrait bien mettre à genoux l'ordre du monde occidental.

Exploitation irraisonnée des ressources et des êtres humains, destruction de notre environnement et notamment de sa biodiversité, massifications des échanges commerciaux, division internationale du travail dictée essentiellement par les considérations de coûts et d'optimisations fiscales, environnementales et sociales, voici le cœur du fonctionnement de notre monde capitaliste. C'est ce qui a permis à Covid 19 de nous rappeler que la planète est à partager,

à respecter, à préserver. « Quand ils auront coupé le dernier arbre, empoisonné le dernier ruisseau, pêché le dernier poisson, ils se rendront compte que l'argent ne se mange pas ». Cette sentence prononcée il y a un siècle et demi par le chef sioux Sitting Bull, à une époque où le capitalisme n'avait pas encore sa forme actuelle, résonne d'une actualité sidérante. Et tel un effet domino, la faille sanitaire de ce coronavirus aura donc à elle seule bousculé l'économie mondiale, associée à la guerre des prix entre pays producteurs de pétrole, et déclenché des krachs boursiers.

C'est donc une nouvelle crise économique qui s'annonce, plus grave que celle de 2008. Un simple virus, aussi virulent soit-il, aura donc démontré à quel point notre soi-disant modèle occidental capitaliste hégémonique n'a rien appris. A l'époque d'une prétendue « fin de l'histoire », selon Milton Friedmann, thèse reprise par Margaret Thatcher et aujourd'hui de Trump et Macron, la leçon n'en est pas moins implacable : un monde basé sur la propriété privée des moyens de production, l'exploitation, la rentabilité, la compétitivité et l'avidité financière n'a d'autre avenir que la guerre et la destruction. Comme mis au pied du mur, face à la dure réalité, Macron se découvre une âme sociale et collective. Suspension de la réforme de l'assurance chômage jusqu'au 1^{er} septembre, retardement de deux mois de la trêve hivernale et la reconnaissance de la nécessité de disposer d'un hôpital public et d'un système de

santé très performants. De possibles nationalisations sont même évoquées ! Et autant « qu'il devra en coûter », balayant d'un trait l'orthodoxie budgétaire dont il est l'un des thuriféraires. Problème : lui et ses prédécesseurs se sont acharnés à détruire méthodiquement l'ensemble des systèmes de protection sociale, ainsi des retraites avec la volonté de développer la capitalisation... et les fonds de pensions qui viennent de boire la tasse en bourse ! Les amortisseurs sociaux n'étant plus là ou si peu, le crash est donc certain. A moins d'un revirement complet de politique, bien tardif. Trop ? On peut craindre que dans le monde confiné que nous vivons de force et la psychose généralisée qui va avec, le pouvoir soit tenté de nous faire le coup de la stratégie du choc et attente fortement à ce qui reste de nos libertés et droits démocratiques. Un âge encore plus sombre qui serait le pompon ou la boucle bouclée. L'urgence est certes sanitaire mais cette crise souligne aussi et surtout la nécessité absolue de mise en application de nos revendications d'égalité, de justice sociale, écologique et démocratique. Pour une véritable protection sociale contre toutes les pandémies qu'elles soient sanitaires, sociales et économiques.

Solidaires, c'est la mise en chantier d'un monde d'égalité, de justice et de préservation des biens communs. Un monde indispensable que nous sommes toujours plus résolus, avec d'autres, ensemble, à installer. Quoiqu'il en coûte.

1^{ER} MAI



FAITES

DU TRAVAIL

UN AUTRE

AVENIR

INTERNATIONAL PARTOUT SE LÈVE LE VENT DE LA RÉVOLTE

Liban, Algérie, Chili, Hong Kong... partout dans le monde, des populations se soulèvent contre l'ordre établi et les injustices sociales qu'il produit. Les revendications sont souvent les mêmes : les droits humains, dont les libertés, l'autodétermination des populations, l'égalité et la justice sociale. Les mouvements féministes sont de plus en plus massifs (Argentine, Chili, Mexique...), comme ceux portant sur la nécessaire transformation écologique. Dans ces différents pays, inscrits comme la plupart dans la division internationale du travail, les pouvoirs servent leurs maîtres capitalistes (quand ceux-ci ne sont pas directement au pouvoir, comme en Algérie, au Liban...). **L'autre dénominateur commun de ces luttes est la violence de la répression subie par les manifestant-es : gazage, matraquage et canons à eau (souvent fabriqués en France !) pour toutes et tous. Des arrestations massives de manifestant-es et militant-es, syndicaux notamment, des disparitions et des meurtres dans certains cas, et de peines de prison lourdes aussi.**

La contestation est mondiale, l'ordre qu'elle affronte s'expose plus que jamais dans sa violence nue. Dans ce dossier, nous avons choisi de faire un focus sur certains pays, dans lesquels la mobilisation populaire (en générale massive et pacifique) dure depuis des mois, et même plus d'une année pour l'Algérie. **Dire notre solidarité à ces luttes, c'est dire aussi que le problème des travailleurs et travailleuses est lui-même international, et a un nom : le capitalisme. La même cause produit les mêmes effets, changent les contextes et les histoires des différentes populations. Avec en arrière fond, le passé colonial du Nord, l'asservissement du Sud, et le nouvel ordre mondial mis en place après la seconde guerre mondiale. Une seconde crise économique majeure est en route, le capitalisme est en train de détruire notre environnement (et donc les conditions de survie de l'humanité à court terme), il est plus que jamais temps de nous organiser au niveau international, l'heure tourne... Récits d'espoir et de luttes partout dans le monde.**

CHILI : ROMPRE DÉFINITIVEMENT AVEC LA DICTATURE.

Depuis le 18 octobre 2019, le Chili connaît une situation exceptionnelle: les marches de la population mobilisées dans les rues de Santiago et dans tout le pays affirment que ça suffit ces décennies de politiques néolibérales qui ont conduit à une société toujours plus inégalitaire et à la précarité pour le plus grand nombre. Par le rapport de forces, le peuple a imposé l'idée de la nécessité d'un programme de réformes de fond : du système de retraite, de santé publique, d'éducation, d'utilisation des ressources naturelles.

En outre, en s'organisant de manière autonome, à travers les assemblées de citoyen-nes, ils et elles montrent ce que peut être une vraie démocratie. La mobilisation a également mis en exergue les pratiques d'une classe politique qui a gouverné pendant des décennies en s'appuyant sur la Constitution écrite sous la dictature de Pinochet. La réponse du gouvernement, de droite, a été une répression brutale.

Comme plusieurs organisations de défense des droits humains l'ont signalé, la police militaire a systématiquement violé les droits des personnes humaines : des dizaines de morts, des centaines de personnes qui ont perdu la vue, des milliers d'arrestations illégales. Ils ont mis en place une stratégie

de guerre qui vise à imposer une gouvernance fondée sur la peur. Malgré la violence de l'État, le mouvement continue d'occuper les rues, de s'organiser et de se développer.

C'est précisément cette résistance et cette rébellion qui ont forcé la classe politique à changer la Constitution. Le 26 avril, pour la première fois dans l'histoire du Chili, un plébiscite démocratique sera organisé pour que les citoyens et les citoyennes exercent leur souveraineté sur une nouvelle Constitution.

Cependant, la répression s'intensifie, car les secteurs les plus conservateurs (voire ouvertement fascistes) sont organisés pour empêcher l'adoption d'un changement constitutionnel. Dans ce contexte, aujourd'hui, nous sommes à un moment critique.

La mobilisation du 8 mars a marqué une étape importante : le mouvement féministe est une composante fondamentale du mouvement populaire. La population chilienne a une occasion historique : approuver le plus massivement possible une Constitution rompant enfin avec les années de dictature, et aussi continuer la lutte tant que la dignité de tous et toutes n'est pas acquise.

ALGÉRIE, LE HIRAK (MOUVEMENT) : « SYSTÈME DÉGAGE ! »

Le vendredi 22 février 2019, des dizaines de millions de personnes ont entamé des marches, partout dans le pays, contre la 5^e candidature aux élections du président Bouteflika, âgé de 82 ans, très malade et au pouvoir depuis près de 20 ans. Bouteflika a été l'homme de paille des généraux depuis le putsch qu'ils ont organisé au début des années 90 et responsables de centaine de milliers de morts durant la « salle guerre » civile qui a déchiré le pays par la suite.

Ces généraux se sont partagés les richesses du pays et se sont appropriés la rente pétrolière, la dilapidant et dirigeant le pays comme une start-up leur appartenant. Avec pour corollaire la dissolution, dans les faits, de toute opposition démocratique, politique, et syndicale telle l'UGTA -le syndicat d'Etat qui a soutenu la candidature de Bouteflika pour une cinquième mandat. Les syndicalistes autonomes (SNAPAP-CGATA) ont payé un lourd tribut pour leur lutte pour plus de justice sociale dans le pays, ces dernières années.

Ils et elles tiennent aujourd'hui une place importante dans la mobilisation

du peuple algérien chaque vendredi. Des élections présidentielles ont eu lieu en décembre 2019, le « gagnant » étant Tebboune, ancien ministre de Bouteflika, est l'incarnation de ce système dont les manifestant-es continuent inlassablement à demander la fin. La police algérienne réprime de plus en plus violemment les marches et multiplie les arrestations, la justice aux ordres distribue des peines de prison ferme.

Des journalistes, des blogueurs, des manifestant-es portant par exemple le drapeau berbère, sont toujours en prison. Notre camarade Kaddour Chouicha, syndicaliste dans l'enseignement supérieur (SESS-CGATA) et militant de la Ligue algérienne de défense des droits humains a été incarcéré un mois, dans les conditions épouvantables de la prison d'Oran, avant que son procès ne prononce... un non lieu le 3 février.

Aujourd'hui, les algériens et les algériennes demandent une démocratie civile, débarrassée de l'armée, l'organisation d'une assemblée constituante et une égale réparation des richesses. « Un seul héros, le peuple »



SOLIDAIRES AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

Le plan Trump ouvre une nouvelle phase. S'il ne constitue pas une base pour une négociation avec une force quelconque en Palestine, il est l'indication de la volonté commune des États-Unis d'Amérique et d'Israël de parachuter l'annexion de terres palestiniennes et de « régler » le sort de Jérusalem sous la seule souveraineté israélienne. C'est un élément supplémentaire dans la situation d'apartheid que connaissent les Palestiniens. Les États arabes ne constituent aujourd'hui aucunement un point d'appui, et au plan européen et français, rien n'est fait pour arrêter ce rouleau compresseur.

Pour les Palestiniens, cette situation n'est pas une surprise. Depuis des années, la colonisation accélérée, les difficultés sociales, la répression, la possibilité de travailler et de gagner sa vie... tout s'est aggravé. La solution à deux États proposée par Trump est une fiction, qui fait suite à la fiction que constituait la solution issue des accords d'Oslo. Ce que réclament de nombreux Palestiniens,

ce n'est pas un État fantôme réduit à peau de chagrin, mais l'égalité des droits, la possibilité de se déplacer librement, qu'on soit de Cisjordanie ou de Gaza, la possibilité de construire une maison, d'y résider en sécurité, la possibilité de travailler avec des droits garantis. C'est ce que nous avons constaté lors de la délégation de Solidaires en avril 2019. Deux cinéastes de Canal Marches en ont fait un film, Contre-feux, et la revue internationale de Solidaires sur la Palestine a été rééditée et complétée à l'automne. Deux supports pour organiser des débats, des formations, pour discuter des moyens d'agir tel que nous le demandent nos amis palestiniens : campagnes en faveur du désinvestissement des entreprises françaises complices de la colonisation comme nous l'avons fait pour Orange ou une filiale de la SNCF et de la RATP, campagnes de boycott citoyen, mais aussi de sanctions que nous continuons à exiger de la part du gouvernement et de l'Union européenne.

HONG KONG : LA SOLIDARITÉ PLUS QUE JAMAIS NÉCESSAIRE

Après plusieurs mois de mobilisations massives, le gouvernement de Hong Kong a été contraint, le 4 septembre, d'annoncer le retrait du projet de loi visant à faire juger sur le continent les personnes déplaçant au pouvoir de Pékin. Mais sur le reste des revendications, le pouvoir n'a rien lâché et a renforcé la répression.

A partir d'octobre, les manifestations, systématiquement interdites, s'accompagnent d'un nombre croissants de blessés, d'arrestations et de poursuites judiciaires.

La répression dans les entreprises suite aux grèves du mois d'août, explique en grande partie l'échec des appels ultérieurs à la grève. Les luttes de la jeunesse scolarisée restent limitées.

Fin novembre, la levée calamiteuse de l'occupation de l'Université polytechnique met un terme à la tactique d'affrontements promue par l'aile la plus radicale de la jeunesse. Lors des élections locales du 24 novembre, l'opposition obtient 85,8 % des sièges. Un coup d'arrêt partiel est alors mis à l'offensive répressive du pouvoir. Des manifestations de masse sont à nouveau possibles

et la prolifération de nouveaux syndicats s'accélère.

Du 3 au 7 février, le nouveau syndicat constitué dans le secteur hospitalier organise une grève sans précédent. Il espère ainsi contraindre le gouvernement à prendre des mesures efficaces contre l'épidémie de Coronavirus.

Solidaires a décidé de répondre positivement, si possible de façon unitaire, aux appels à la solidarité émanant de ses partenaires hongkongais :

- pour apporter une aide financière aux grévistes des hôpitaux,

- pour mettre des masques respiratoires à la disposition des salarié-es des secteurs les plus menacés par le Coronavirus (santé, collecte de déchets, assainissement, etc.), ainsi qu'aux personnes à faibles revenus.

Les coordonnées de la cagnote en ligne mise en place pour recueillir des dons, ainsi que les coordonnées bancaires de nos partenaires hongkongais sont disponibles sur le site <https://solidaires.org> mot-clé Hong Kong.



SOUSCRIPTION ET BRIGADE DE SOLIDARITÉ AVEC LES COMMUNAUTÉS ZAPATISTES (MEXIQUE) À L'ÉTÉ 2020



« Nous sommes là !

Et nous sommes de plus en plus nombreux.

Comme toute personne au cœur honnête peut le voir, nous avons un projet de vie.

Dans nos communautés fleurissent les écoles et les hôpitaux.

Et la terre est travaillée collectivement. (...)

Les femmes zapatistes ont leur propre voix, leur propre chemin.

Et leur destin n'est pas la mort violente, l'enlèvement, l'humiliation.

L'enfance et la jeunesse zapatistes ont santé, éducation et différentes options d'apprentissage et de diversion.

Nous conservons et défendons notre langue, notre culture, notre façon de faire.

Et nous accomplissons tenacement notre devoir de peuples gardiens de la Terre Mère.

Tout cela a été possible grâce à l'effort, au sacrifice et au dévouement des peuples organisés.

Et tout cela a été possible grâce au soutien d'individus, de groupes, de collectifs et d'organisations du monde entier. »

Au nom des femmes, hommes
et autres zapatistes.
Sous-commandant insurgé Moisés.
Mexique, 31 décembre 2019

Depuis de nombreuses années, l'union syndicale Solidaires est impliquée dans la solidarité avec les communautés zapatistes qui luttent contre le système capitaliste et patriarcal et mettent en pratique la transformation sociale en construisant leur autonomie politique et économique, mais aussi leurs propres systèmes de santé et d'éducation.

En 2019, les zapatistes ont élargi le territoire et l'ont réorganisé en 12 régions, ce qui nécessite des moyens pour construire les nouveaux centres administratifs et de la formation pour étendre les réseaux d'école, de cliniques, etc. Tout cela en affrontant une offensive des gouvernements pour imposer le « Train maya », grand projet inutile au profit du tourisme et qui affecte leur territoire.

Pour continuer à tisser les liens et concrétiser notre solidarité, nous proposons donc de constituer une nouvelle délégation de 10 personnes (enfants bienvenu-es) pour se rendre sur place cet été*.

En lien, nous proposons aussi une souscription (après l'eau et la clinique des femmes) pour soutenir la formation en territoire zapatiste. L'argent sera remis au Conseil de Résistance et de Rébellion Zapatiste en charge des relations extérieures. Nous appelons les syndicats, les fédérations, les Solidaires locaux et les adhérent-es à y participer.

* ouverte aux camarades mandaté-es par leurs structures et ayant déjà participé à la formation Chiapas (une session est prévue en 2020) et parlant castillan.

Pour toute information : chiapas@solidaires.org.

Tirez ce bulletin de souscription

« Soutenons le système
de formation autonome zapatiste »

Nom :

Prénom :

Structure :

Mail :

Verse la somme de :

Demande de reçu : oui / non

Chèque à l'ordre de Solidaires
à renvoyer à : Solidaires (Chiapas)
31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris

Une grande partie des informations de ce dossier nous viennent d'organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes ou de contacts faits par ce biais, Réseau dont Solidaires, avec la CGT d'Espagne et la CSP Conlutas du Brésil, est l'un des membres fondateurs (depuis 2013, date de création du Réseau et de la première rencontre à Saint-Denis). L'un des buts de ce Réseau est justement de partager les informations sur les luttes dans le monde, de les faire circuler et d'organiser soutien et solidarité au niveau international à chaque fois cela est nécessaire. Regroupant près de 90 organisations du monde

entier, le Réseau ne cesse de compter de nouvelles adhésions d'organisations syndicales et la prochaine rencontre aura lieu début 2021 en France (la 4^e rencontre initialement prévue en juin 2020 à Dijon a été reportée en raison de l'épidémie de Coronavirus).

Pour plus d'informations: www.laboursolidarity.org/

International Labor Network of Solidarity and Struggle
Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttes
Rede Sindical Internacional de Solidariedade e de Lutas
Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas
Rete Sindacale Internazionale di Solidarietà e di Lotta
الشبكة النقابية العالمية للتضامن والتضال
Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes



Élections dans les très petites associations et très petites entreprises : c'est parti !

Du 23 novembre au 6 décembre, les salarié-es des entreprises ou associations de moins de 11 salarié-es, ainsi que les salarié-es de particuliers-employeurs seront appelés à choisir leurs représentant-es au sein des Commissions paritaires régionales interprofessionnelles, soit l'instance de discussion des problématiques de ces salarié-es, leurs droits sociaux et conditions de travail notamment.

Ce scrutin sera pris en compte dans le calcul de la représentativité syndicale au sein des branches et conventions collectives, la représentativité interprofessionnelle et donc pour la désignation aux prud'hommes, mais également accéder à du temps et des moyens syndicaux supplémentaires. Nous poursuivons l'objectif d'être représentatifs au niveau interprofessionnel : pour cela ces élections sont essentielles !

L'union syndicale Solidaires sera évidemment présente dans ces élections qui concernent près de 5 millions de salarié-es, de secteurs divers : assistantes maternelles, services à la personne, commerce, bâtiment, bars et restaurants, informatique, culture, médical et social, médias locaux, associations, etc... autant de secteurs où le syndicalisme n'est que trop peu ou pas présent.

C'est une des raisons, mais loin d'être la seule, qui avait conduit, lors du précédent scrutin, à un taux de participation ridiculement faible : 7,3%.

Alors oui, c'est une campagne difficile qui s'annonce... sauf si chacun-e s'y met !

Faire (mieux) connaître notre syndicalisme dans ces secteurs

À l'image de l'ensemble des organisations syndicales, Solidaires est peu présente dans ces secteurs... mais « peu présente » ne veut pas dire absente. De nombreuses organisations de Solidaires

Ces salarié-es, nous les avons aussi côtoyé-es ces derniers mois, que ce soit lors du mouvement des Gilets jaunes, ou celui contre le projet de loi sur les retraites, où à travers les différentes mobilisations écologistes, féministes, antiracistes...

Mais pour l'immense majorité d'entre elles-eux, le syndicalisme est une chose inconnue, ou du moins, qu'elles-ils pensent pas fait pour elles-eux. C'est

Une campagne qui concerne l'ensemble des structures de Solidaires

Evidemment, les organisations professionnelles qui interviennent directement dans les secteurs où se trouvent la majorité des TPE/TPA seront en première ligne durant cette campagne. Mais les Solidaires locaux et les Unions locales seront aussi mobilisé-es, parce que c'est bien souvent par ces structures de proximité que les salarié-es isolé-es rencontrent les syndicalistes. La construction et l'animation au quotidien des Solidaires locaux et des Unions locales dépassent évidemment largement les seules élections TPE/TPA, mais ce scrutin est une parfaite illustration de ce que nous savons : la construction de l'outil interprofessionnel est une condition essentielle pour développer notre syndicalisme. Et donc, pour ce scrutin, tout le monde, même adhérent-e à des organisations éloignées des TPE/TPA peuvent participer à la campagne...

Chacun-e d'entre nous peut participer à la campagne

Distributions de tracts, tenues de stands et de permanences, tournées dans les zones artisanales ou commerciales, dans les centres villes, collages, il y a de nombreuses façons de participer à la campagne. Mais il y a aussi, les discussions au quotidien, quand on va faire ses courses, va au restaurant, au café, quand on fait garder ses enfants par un-e assistant-e maternel-le, fait appel à des entreprises artisanales pour des travaux chez soi, quand on est dans son association ou son club de sport, au travail avec les salarié-es des sous-traitants, en famille ou avec ses potes... 5 millions de salarié-es des TPE/TPA et des particuliers-employeurs, c'est près de 20% des salarié-es de ce pays. Chacun-e d'entre nous en côtoie, chaque jour : présentons-leur notre projet syndical !

organisent des salarié-es des très petites entreprises et associations : SUD Commerce et service, SUD Industrie, SUD Santé sociaux, Asso-Solidaires, SUD Culture, Solidaires informatiques, et de plus en plus de Solidaires locaux syndiquent directement des salarié-es de petites structures.

tout l'enjeu de cette campagne : montrer que le syndicalisme, et notamment celui que nous avons décidé de construire, est utile pour toutes et tous. Il nous faudra (dé)montrer que pour connaître ses droits, et les défendre, le syndicalisme est un outil incontournable, quel que soit l'endroit où l'on travaille.



Université d'été

3 questions à :

Simon PLAYOUT

Chargé de Mission/ Coordinateur de l'UE 2020.

Quels sont les enjeux de l'université d'été des mouvements sociaux et des solidarités 2020 ?

Cette Université d'Été des Mouvements Sociaux et des Solidarités est la résultante d'un constat : le besoin de nos mouvements d'un processus de construction collective d'un espace de dialogue, de débat, de formation et d'action adressé aux mouvements sociaux. En août 2018 à Grenoble, près de 300 organisations s'étaient retrouvées pour mener une centaine d'activités structurées autour de débat, d'animation, de formation... Sans compter les dizaines d'activités hors les murs qui s'étaient tenues partout à Grenoble... Et ça avait marché ! Plus de 2000 manifestant-es sont venu-es se former, débattre, échanger sur une énorme diversité de thématiques mais aussi construire des stratégies et des dynamiques communes. Par exemple, les mouvements municipalistes et des communs avaient initié une belle dynamique, qui semble porter aujourd'hui ses fruits. Et c'est un exemple parmi tant d'autres.

Ceci étant dit, l'édition 2020 porte ses propres enjeux. Après une année 2019 particulièrement mouvementée, nous demeurons plus que jamais convaincu-es qu'il y a à toujours aller plus loin dans la co-construction, lorsque c'est possible et souhaitable bien évidemment. Et pour cela, notre focus se porte tout d'abord sur l'élargissement. Car on ne peut parler d'alliance ni de convergence avec les premières concerné-es sans leur laisser une place méritée dans ces espaces. Alors que les autoritarismes se renforcent chaque jour, il est indispensable que nous discutions et nous apprenions à nous connaître, quelles que soient nos affinités et nos divergences, sur la base d'un socle de valeurs communes : militant-es, engagé-es, intersectionnel-les et luttant pour la défense des droits pour tou-tes. Et plus nous serons nombreux-ses, plus nous serons fort-es !

Par ailleurs, l'organisation à Nantes d'un tel événement n'est pas anodine. Cette terre riche de son militantisme, dont son anarcho-syndicalisme historique, sera sans aucun doute fertile pour les échanges de nos réseaux. Et les mouvements nantais jouent déjà, dans ce processus, un rôle prépondérant.

En quoi consiste le rôle de coordination ?

Avec mon équivalent local qui anime les mêmes dynamiques sur Nantes, nous nous mettons au service des mouvements qui organisent l'Université d'Été. Toute

organisation et collectif est bien évidemment, au local comme au national, invitée à y participer à la mesure de ses moyens. Solidaires est d'ailleurs un membre actif de ces processus !

En tant que coordinateurs, notre rôle, c'est avant tout un travail de petite main : organiser des réunions, écrire des comptes rendus, passer des coups de fil et envoyer des mails... Mais c'est un rôle qui est aussi extrêmement gratifiant ! On a une fonction d'équilibre : il faut s'assurer que tou-tes se sentent à l'aise dans nos espaces pour discuter librement des sujets liés à l'organisation de l'évènement, respecter les équilibres et les animer... Tout en assurant la mise en musique de ces échanges et des tâches que chacune se dévoue à porter pour le collectif.

Par ailleurs, cela implique de pousser les mouvements organisateurs à s'impliquer dans des choses très diverses, du budget au programme en passant par la communication, la logistique, les hors les murs et les dimensions artistiques. Enfin, il nous revient d'animer les processus de décisions stratégiques et politiques inhérentes à un tel évènement : quels sujets traite-t-on en commun, quelles politiques volontaristes d'inclusivité etc. C'est un peu un travail de musicien donc : on ne compose ni ne décide de rien, mais on met en musique les organisations pour qu'ensemble elles puissent construire un évènement d'ampleur.

Quelles sont les prochaines étapes d'ici à l'ouverture de l'évènement ?

Notre urgence, pour le moment, c'est de finaliser le lancement du site web qui devrait intervenir dans les jours à venir. Ce site regroupera l'ensemble des informations concernant l'évènement : où se loger, où se nourrir, programme, billetterie. Lancement prochainement à l'adresse www.ue2020.org ! Nous communiquerons largement sur le lancement via nos réseaux sociaux. C'est notamment par-là que l'on pourra s'inscrire à l'évènement mais aussi préparer son séjour à Nantes, pour les militant-es qui ne viennent pas de la ville ou de ses alentours.

Concernant les prochaines étapes, c'est avant tout du programme, du programme, du programme. Nous recevons en ce moment même des dizaines de préinscriptions d'activité issues d'une large diversité d'acteurs. Après quoi, nous agglutinerons ce qui peut l'être, c'est-à-dire que nous proposerons aux organisations ayant soumis des activités pouvant être portées avec d'autres collectifs de travailler ensemble à une activité conjointe. Puis il faudra fixer trouver des créneaux aux différentes activités, valider les intervenant-es et rendre public ce programme dans le courant de l'été. Par ailleurs, les étapes à venir portent aussi sur de la formation. De militant-es élaborent en ce moment même des protocoles pour prévenir et, s'il le faut, répondre aux agressions sexistes et/ou racistes mais aussi des intervenant-es aux techniques d'éducation populaire. Enfin, il y a une belle rasée de logistique : trouver les lieux, mettre à disposition des stands aux collectifs qui le souhaitent, contacter les cantines, préparer des temps festifs et des temps forts... Et qui sait, quelques petites surprises ?

infos solidaires

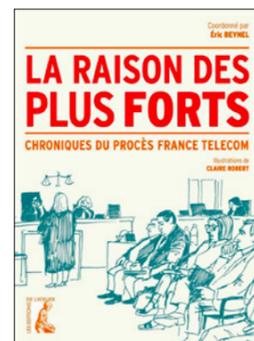
Maraude syndicale à Briançon « De l'air, de l'air, ouvrons les frontières ! »

Une grande maraude est prévue le 17 avril en fin de journée à Montgenèvre (05) à l'initiative cette année de la Confédération Paysanne. Solidaires est investie de longue date pour la libre circulation et installation des personnes en soutenant des initiatives comme les maraudes, les lieux refuges, les campagnes de sauvetage. Nous n'acceptons pas la surexploitation des travailleur-euses sans papiers, les tragédies en Méditerranée mais aussi dans le désert et dans nos montagnes... Dans ce monde capitaliste, l'exploitation au profit des sociétés les plus développées, les conflits et les régimes autoritaires maintiennent des populations entières dans la misère et l'absence totale d'avenir : la maraude sera aussi l'affirmation de nos luttes syndicales. Rdv à Briançon, prévoir des habits chauds, départ en train possible le lendemain seulement. S'inscrire à solidaires-05@orange.fr 06 17 96 46 31



Échanges Solidaires

Étant donné la situation, nous avons décidé de prolonger la souscription pour le café zapatiste au moins jusqu'à fin avril et nous réévaluerons à ce moment-là en fonction des événements. Certain-es d'entre vous se sont inquiétés de ne pouvoir poster à temps leur souscription à cause du confinement. De toute façon nous ne pouvons pas non plus aller chercher le courrier de notre côté.



La raison des plus forts

La raison des plus forts, le livre éditant et reprenant les chroniques au jour le jour du procès France-Télécom diffusé en 2019 par « La petite Boîte à Outils » sortira en librairie le 16 avril 2020. Il est publié par les Éditions de l'Atelier au prix de 21,90 €. Les droits de ce livre seront reversés à des associations d'aides aux victimes du travail avec lesquels Solidaires travaille de longue date.

Expressions solidaires

Journal bimestriel édité par l'Union syndicale Solidaires
Rédaction : 31 rue de la Grange aux Belles - 75 010 Paris
Téléphone : 01 58 39 30 20
Fax : 01 43 67 62 14
contact@solidaires.org
Directrice de publication : Cécile Gondard-Lalanne

N° CPPAP : 1 023 S 05397
Dépôt légal : à parution

Imprimerie : Rotographie, Montreuil-sous-Bois (93)

IMPRIM'VERT®

Graphisme : Atelier du Bonjour